



Mercredi 3 novembre 1954,
 à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

	Page
Rapport sur l'état d'avancement des travaux de la neuvième session	111
Point 22 de l'ordre du jour :	
Incidences financières du projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale au sujet du point 22 de l'ordre du jour	111
Point 53 de l'ordre du jour :	
Organisation du Secrétariat (<i>suite</i>)	111
Point 38 de l'ordre du jour :	
Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (<i>suite</i>)	

POINTS 53 ET 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation du Secrétariat (A/2731, A/2745, A/2765, A/2781, A/C.5/580, A/C.5/581, A/C.5/583 et Add.1, A/C.5/591, A/C.5/594, A/C.5/595, A/C.5/596, A/C.5/L.282, A/C.5/L.292/Rev.1, A/C.5/L.293) [suite]

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (A/2647 et Add.1, A/2688, A/C.5/577) [suite]

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS DES SOUS-SECRÉTAIRES ET FONCTIONNAIRES DE MÊME RANG (*suite*)

Président: M. Pote SARASIN (Thaïlande).

En l'absence du Président, M. M. I. Botha (Union Sud-Africaine), Vice-Président, assume la présidence.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux de la neuvième session

1. Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Commission sur les observations que le Président de l'Assemblée générale a faites à la 97^{ème} séance du Bureau au sujet de l'état d'avancement des travaux de la neuvième session. Le Président suggère que, tenant compte de ces observations, la Cinquième Commission examine à sa prochaine séance l'organisation de ses travaux afin de respecter la date du 10 décembre 1954, fixée pour la clôture de la session de l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Incidences financières du projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale au sujet du point 22 de l'ordre du jour (A/2723, A/C.5/598, A/AC.76/L.6)

2. Le PRÉSIDENT déclare qu'après l'adoption, par la Commission politique spéciale, d'un projet de résolution relatif au traitement des personnes d'origine indienne établies en Union Sud-Africaine (A/AC.76/L.6), le Secrétaire général a dressé un état des incidences financières de cette décision, que le Comité consultatif a approuvé (A/C.5/598). Etant donné qu'il est impossible d'évaluer le montant des dépenses qu'il faudra éventuellement engager, le Secrétaire général a proposé que, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution, un nouvel alinéa visant ces dépenses éventuelles soit ajouté au projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1955. Le Président propose qu'en l'absence d'objection, la Commission présente à l'Assemblée générale une recommandation en ce sens.

Il en est ainsi décidé.

3. Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Commission sur les nouvelles propositions du Secrétaire général relatives aux traitements et indemnités des sous-secrétaires et fonctionnaires de même rang (A/C.5/583/Add.1), sur l'exposé des motifs de ces propositions (A/C.5/596) et sur le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/2781).

4. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) fait observer qu'à l'alinéa a, iii, du paragraphe 5 de son rapport, le Comité consultatif a signalé qu'il s'était fondé "arbitrairement" sur un nombre de quinze postes supérieurs de direction au Siège, et qu'à l'alinéa b du paragraphe 5 il a recommandé, au sujet de la deuxième partie de la proposition révisée du Secrétaire général, l'ouverture d'un crédit global de 40.000 dollars pour l'exercice 1955. Il faut noter que, pour diverses raisons, on ne peut faire une comparaison rigoureuse entre le chiffre de 60.000 dollars avancé par le Secrétaire général et celui de 40.000 dollars recommandé par le Comité consultatif: premièrement, c'est pour l'exercice 1955 et à titre expérimental que le Comité consultatif recommande ce chiffre de 40.000 dollars. Or, le Secrétaire général propose de mentionner le chiffre de 60.000 dollars dans le Statut du personnel, ce qui donnerait un caractère permanent au crédit en question. Deuxièmement, pour fixer le montant de 60.000 dollars, le Secrétaire général a envisagé le cas des hauts fonctionnaires de l'Administration de l'assistance technique (AAT) et fait entrer en ligne de compte les mesures transitoires qu'il propose. Le chiffre de 40.000 dollars que le Comité consultatif recommande pour 1955 concerne quinze postes; le Comité a choisi "arbitrairement" ce nombre de postes parce qu'on ne sait pas encore avec certitude combien il y aura de sous-secrétaires adjoints en 1955. M. Aghnidès pense, non pas au nombre des postes de cette catégorie dont l'Assemblée générale approuvera en définitive la création, mais au nombre de postes que demandera le Secrétaire général; en effet, celui-ci a déclaré à la 443^{ème} séance de la Commission que, s'il ne demandait pas la création en 1955 du deuxième poste de sous-secrétaire adjoint pour le Département des affaires

économiques et des affaires sociales, il souhaitait que la question du poste de sous-secrétaire adjoint du Département des conférences ne fût pas définitivement tranchée (A/C.5/591).

5. Il n'est donc pas possible de faire une comparaison rigoureuse entre la somme de 60.000 dollars demandée par le Secrétaire général et le chiffre de 40.000 dollars recommandé par le Comité consultatif. Si le Comité consultatif n'a pas fondé sa recommandation sur le même principe que la proposition du Secrétaire général, c'est parce qu'il est parti de prémisses qui le lui interdisaient: le Comité consultatif pense qu'il faut considérer 1955 comme une année d'expérience et que, par la suite, le montant total des dédommagements devrait être fixé par l'Assemblée générale et inscrit globalement au budget. Pour déterminer le montant de cette somme globale, la Cinquième Commission et le Comité consultatif devront évidemment tenir compte du nombre exact des postes de direction qui seront approuvés pour un exercice donné.

6. Le SECRETAIRE GENERAL rappelle qu'il a exposé de façon détaillée ses idées sur la question; à commenter le dernier rapport du Comité consultatif (A/2781), il ne pourrait donc que se répéter. C'est pourquoi il se bornera à examiner trois questions.

7. A la suite des débats de la Cinquième Commission, le Comité consultatif a recommandé d'ouvrir un crédit de 40.000 dollars pour dédommager certains fonctionnaires qui doivent faire face à des dépenses spéciales. Bien que cette somme soit de 5.000 dollars supérieure à celle que le Comité consultatif avait recommandée à l'origine, elle demeure inférieure de 20.000 dollars au montant demandé par le Secrétaire général. Dans sa seconde proposition, le Secrétaire général a suggéré qu'au lieu des indemnités supplémentaires envisagées, un crédit s'élevant au maximum à 60.000 dollars soit ouvert pour dédommager les fonctionnaires dans des cas spéciaux; toutefois, il n'a pas indiqué de chiffres précis en ce qui concerne le maximum qui pourrait être versé à tel ou tel fonctionnaire. Le Comité consultatif a alors recommandé de limiter à 4.000 dollars par fonctionnaire le montant des versements; en outre, il a émis l'avis qu'il serait préférable, au lieu de spécifier dans un statut permanent le montant de l'ouverture de crédits annuelle, d'inscrire chaque année la somme globale voulue dans les prévisions budgétaires. Ainsi, le Comité consultatif a proposé de majorer de 5.000 dollars le montant qu'il avait initialement recommandé (A/2745), mais il est toujours d'avis de fixer un plafond en ce qui concerne tant le montant des versements aux divers fonctionnaires que la somme globale à inscrire au budget, sur laquelle l'Assemblée générale serait chaque année appelée à se prononcer.

8. Les recommandations les plus récentes du Comité consultatif (A/2781) n'ont pas diminué l'écart entre la position du Comité et celle du Secrétaire général. En particulier, la dernière de ces recommandations permettrait de rouvrir le débat sur la question chaque année et mettrait le Secrétaire général dans une situation très délicate en ce qui concerne le recrutement des hauts fonctionnaires en question.

9. Le Secrétaire général n'a pas d'objection à soulever contre le libellé que le Comité consultatif propose de donner aux paragraphes 1 et 2 de l'annexe I du Statut du personnel, sauf pour ce qui est de la dernière phrase du paragraphe 2, au sujet de laquelle il a déjà exprimé des réserves. Sur les autres points, il n'y a

guère de différence entre le texte recommandé par le Comité consultatif et les propositions révisées du Secrétaire général.

10. Certains représentants ont dit que le Secrétaire général et le Comité consultatif devaient travailler en étroite coopération et s'efforcer d'aboutir à un accord sur les questions budgétaires. Depuis que le Secrétaire général est entré en fonctions, l'accord entre le Comité consultatif et lui-même a été la règle, et le Secrétaire général espère qu'il continuera d'en être ainsi. S'il y a à l'heure actuelle divergence d'opinion, c'est parce que le Secrétaire général et le Comité se sont, en l'occurrence, fondés sur des prémisses tout à fait différentes. Une fois encore, il s'agit là de convictions sincères, sincèrement défendues. Pour sa part, le Secrétaire général s'est inspiré au premier chef de considérations administratives alors que le Comité consultatif a attaché plus d'importance aux aspects budgétaires de la question. Par conséquent, quelle que soit la décision de la Cinquième Commission, celle-ci ne se prononcera pas pour ou contre le Secrétaire général ou le Comité consultatif, mais sur l'importance qu'il convient d'attacher respectivement aux considérations administratives et aux considérations financières. Une décision fondée essentiellement sur des considérations financières aurait inévitablement pour effet de rendre plus difficile la tâche du Secrétaire général, et risquerait de compromettre le succès des efforts qu'il a déployés en matière de recrutement, et cela à un moment où il s'attache avant tout à organiser l'Administration d'une façon telle qu'il puisse consacrer plus d'attention aux questions politiques.

11. M. PACHACHI (Irak) dit que, jusqu'à présent, sa délégation s'est abstenue de prendre part au débat, dans l'espoir que le Comité consultatif et le Secrétaire général seraient en mesure d'aboutir à un accord. Le Secrétaire général a fait dans cette voie un pas important en soumettant ses propositions révisées. Il élimine la notion de droit automatique à indemnité que sous-entendaient ses propositions antérieures et propose de créer à la place un fonds spécial qui sera utilisé à sa discrétion pour faire face aux besoins et aux circonstances imprévues. La délégation de l'Irak appuie sans réserve le principe des nouvelles propositions, qui sont préférables aux propositions initiales. Elle éprouve la plus grande confiance dans le jugement du Secrétaire général, et elle est certaine que celui-ci usera avec sagesse et modération des pouvoirs qu'il a en la matière. Toutefois, la délégation de l'Irak craignait que le plafond initialement proposé ne fût un peu élevé; elle espérait que le Secrétaire général serait prêt à accepter un compromis sur ce point, d'autant plus qu'il avait accepté qu'on examinât séparément la question du dédommagement et celle des émoluments de base. Le Comité consultatif a proposé (A/2781, alinéa 5, b) de fixer un plafond de 40.000 dollars, pour l'année 1955, à titre d'expérience; de leur côté, les délégations de l'Argentine, de la France et de l'Egypte (446ème séance) ont avancé le chiffre de 50.000 dollars. De l'avis de la délégation irakienne, cette dernière somme devrait suffire; M. Pachachi espère donc que le Secrétaire général réexaminera la question et acceptera ce compromis.

12. La délégation de l'Irak pense, comme le Comité consultatif, qu'il serait préférable, au lieu de spécifier dans un statut permanent le montant de l'ouverture de crédits annuelle, d'ouvrir chaque année les crédits nécessaires en inscrivant la somme globale voulue dans les prévisions budgétaires. Cette disposition assurerait

la souplesse administrative qui est nécessaire, tout en préservant la liberté d'action et les droits souverains que l'Assemblée générale a pour ce qui est de toutes les questions financières. Par la force des choses, les propositions du Secrétaire général représentent un essai, étant donné que le plan de réorganisation tout entier est lui-même un essai. Pour cette raison, il serait préférable, au stade actuel, de ne pas engager l'avenir, et il vaudrait mieux réexaminer la question chaque année à la lumière de l'expérience acquise.

13. La délégation de l'Irak appuiera donc les amendements que le Comité consultatif propose d'apporter au Statut du personnel (A/2781). Elle est prête à voter pour l'ouverture, en 1955 et à titre d'essai, d'un crédit de 50.000 dollars destiné à dédommager les hauts fonctionnaires. Elle pense, comme le Comité consultatif, qu'il pourrait être souhaitable de limiter à 4.000 dollars au maximum par fonctionnaire les versements qui seront effectués en application du nouveau système. Néanmoins, elle est disposée à laisser au Secrétaire général le soin de régler la question dans l'espoir qu'il tiendra compte des observations de la Commission.

14. La délégation de l'Irak a toujours pensé que le versement d'indemnités supplémentaires devrait être subordonné à la présentation de pièces justificatives, procédure qui ne porterait aucunement atteinte à la dignité des fonctionnaires intéressés et qui présente beaucoup d'avantages. Les avantages que cette procédure présente du point de vue comptable feraient beaucoup pour que nul ne craigne plus de voir commettre des abus ou employer les fonds en question à des fins purement personnelles. Selon les nouvelles propositions du Secrétaire général, les versements seraient effectués sur la base de justifications; de la sorte, un grand nombre des dangers qu'entraîne un système de versements sur lesquels aucun contrôle n'est exercé disparaîtraient; en outre, le Secrétaire général pourrait évaluer de façon plus précise et plus réaliste les besoins effectifs des fonctionnaires intéressés, et l'élaboration des prévisions budgétaires annuelles en serait facilitée. Sans être opposée aux nouvelles propositions du Secrétaire général, la délégation irakienne continue à penser que la délégation des Etats-Unis a raison d'aborder le problème sous un angle technique.

15. En ce qui concerne les mesures transitoires, la délégation de l'Irak est tout à fait de l'avis du Comité consultatif, qui pense que les conditions prévues dans le Statut révisé devraient s'appliquer à tout fonctionnaire nommé après le 1er janvier 1955. Le problème a certains aspects juridiques et administratifs qui, de l'avis de la délégation de l'Irak, l'emportent sur les considérations de personnes.

16. M. ROUSSOS (Grèce) déclare qu'il a été nettement reconnu au cours du débat que la question des traitements et indemnités des sous-secrétaires et fonctionnaires de même rang était extrêmement importante et ne devait pas être réglée par une décision prise à une simple majorité: il s'agit de principes, bien plus que de chiffres. La question présente une grande importance pour l'avenir, et la solution qui sera choisie doit reposer sur une base solide.

17. Avant que le Secrétaire général ne présente ses propositions révisées, trois opinions s'étaient en somme fait jour à la Commission: certains appuyaient les propositions initiales du Secrétaire général (A/2731), modifiées ou non par la proposition de la France et de l'Argentine; d'autres préféraient les propositions du

Comité consultatif, exposées dans son neuvième rapport (A/2765); d'autres enfin souscrivaient à la proposition des Etats-Unis (A/C.5/L.292/Rev.1). Aucune de ces opinions ne recueillait une nette majorité, et ce sont généralement des Etats Membres appartenant au même groupe géographique ou politique qui défendaient la même thèse. Il est donc devenu évident qu'il fallait un compromis si l'on voulait arrêter un système durable appuyé par une majorité importante. Pour ce faire, on pouvait rechercher soit une économie budgétaire, soit une solution autre. Le Secrétaire général a opté pour cette deuxième possibilité, et il a eu raison de le faire, car il s'agit d'un principe, bien plus que de chiffres. La Cinquième Commission doit assurément se préoccuper du montant des dépenses budgétaires, mais elle doit aussi se méfier des fausses économies et des réductions systématiques qui incitent inévitablement à majorer les prévisions budgétaires pour que subsiste une marge de négociation.

18. Lorsque l'on examine la question, il faut tenir compte de l'augmentation du coût de la vie depuis 1946. Indépendamment de l'honneur et du prestige qui s'attachent à un poste au Secrétariat de l'Organisation, le montant des traitements joue un rôle décisif dans la majorité des cas. Un taux de rémunération satisfaisant sera le moyen, non pas d'attirer au Secrétariat des personnes tentées par la perspective de gains importants, mais de donner la faculté à des personnes qui ont de lourdes charges de famille de servir l'Organisation, en même temps que les efforts déployés par le Secrétaire général pour mettre sur pied un Secrétariat parfaitement compétent se trouveront facilités.

19. Les propositions révisées du Secrétaire général (A/C.5/583/Add.1) offrent certains avantages marqués. Premièrement, elles supprimeraient dans une certaine mesure le double système d'indemnités, tout en permettant de dédommager les hauts fonctionnaires dans des cas spéciaux. Bien que le montant soumis à retenue au titre de la Caisse des pensions s'en fût trouvé majoré, la délégation grecque eût certainement préféré voir les hauts fonctionnaires recevoir un traitement net de 16.000 dollars, plutôt qu'un traitement de base de 12.500 dollars net auquel s'ajoute une indemnité spéciale de 3.500 dollars.

20. Deuxièmement, les propositions révisées, non seulement tiennent compte des propositions française, égyptienne et autres touchant le système des pièces justificatives à fournir volontairement, mais vont même plus loin, puisqu'elles laissent au Secrétaire général le soin de décider quelles sortes de justifications il faudra demander et dans quelle mesure il faudra le faire. La délégation grecque estime qu'en ce qui concerne les questions administratives dont il est, en dernière analyse, responsable, il faut faire entièrement confiance au jugement du Secrétaire général.

21. Troisièmement, les nouvelles propositions prévoient une somme totale sur laquelle les dédommagements seront prélevés, mais elles ne fixent pas un plafond pour chaque versement. Là encore, la délégation grecque est disposée à s'en remettre au jugement du Secrétaire général et à donner à la notion de frais de représentation l'interprétation la plus libérale et la plus souple. Supprimer tous les plafonds n'est pas sans inconvénient, car le Secrétaire général risque d'être l'objet de pressions gênantes, et on pourrait craindre que, de ce fait, les hauts fonctionnaires ne soient pas tous traités de la même façon. La délégation grecque est toutefois convaincue que le Secrétaire général sera

à même de résister à des pressions de ce genre, s'il venait à s'en exercer.

22. S'il interprète de façon libérale le texte révisé du projet d'amendement au paragraphe 2 de l'annexe I du Statut du personnel, le Secrétaire général pourra ne pas insister sur les mesures transitoires qu'il avait initialement proposées. La délégation grecque se rend parfaitement compte de l'aspect humain de la question, mais elle sait aussi que, du point de vue administratif et juridique, ces mesures peuvent prêter à discussion.

23. Pour ces raisons, la délégation grecque appuiera les propositions révisées du Secrétaire général.

24. Le Comité consultatif est à féliciter d'avoir fait œuvre si utile. Il a dû accomplir un travail souvent ingrat, mais aussi très précieux. Le Comité est en effet contraint d'observer à la lettre le Statut et le Règlement du personnel, alors que la Cinquième Commission a beaucoup de liberté d'action et peut tenir compte des facteurs humains et des autres impondérables. C'est d'ailleurs cette façon différente d'aborder les questions qui donne aux rapports entre le Comité consultatif et la Cinquième Commission tout leur intérêt et toute leur utilité. M. Roussos est cependant tenu d'ajouter que, de l'avis de sa délégation, la suggestion du Comité consultatif selon laquelle il faudrait se prononcer tous les ans sur le crédit global à ouvrir au titre du dédommagement des dépenses spéciales pourrait avoir des conséquences dangereuses et fâcheuses. Si l'on adoptait cette suggestion, l'Assemblée générale serait peut-être amenée à rouvrir, à chaque session, le débat sur le paragraphe 2 de l'annexe I du Statut du personnel, ce qui ne contribuerait guère à élever le moral ni à servir le prestige du Secrétariat de l'Organisation. Naturellement, rien n'empêcherait la Cinquième Commission de modifier, à tout moment, si les circonstances le justifiaient, le montant de la somme prévue par le Statut du personnel pour les dédommagements. La délégation grecque appuiera toute proposition de compromis qui serait présentée à ce sujet et qui rencontrerait l'agrément, au moins partiel, du Secrétaire général, du Comité consultatif et de la Cinquième Commission.

25. M. ASENIO WUNDERLICH (Guatemala) accueille avec satisfaction les propositions du Secrétaire général relatives à la réorganisation du Secrétariat. En mettant en œuvre le nouveau plan, l'Organisation ne devra rien négliger pour s'assurer les services de sous-secrétaires compétents, qui devront être rémunérés d'une façon qui soit en rapport avec les attributions et les responsabilités de leur poste. Le plan de réorganisation du Secrétariat permettra de mieux répartir le personnel et les travaux, et l'ensemble de l'Organisation en bénéficiera.

26. En ce qui concerne les traitements et indemnités, le représentant du Guatemala fait remarquer que le Secrétaire général et le Comité consultatif sont d'accord sur tous les points, sauf pour ce qui est de indemnités. La délégation du Guatemala a étudié les nouvelles propositions du Secrétaire général (A/C.5/583/Add.1), qui constituent un compromis destiné à concilier la thèse du Comité consultatif, celle des diverses délégations et celle du Secrétaire général lui-même et qui, à son avis, représentent la meilleure solution possible. Elle estime qu'il faut prévoir, sous une forme ou sous une autre, une indemnité de représentation, mais elle n'approuve pas la proposition tendant à ce que les versements de cette nature soient subordonnés à la présentation de pièces justificatives. Le représentant du

Guatemala préfère la suggestion selon laquelle le Secrétaire général devrait être autorisé à dédommager les fonctionnaires des dépenses auxquelles ils doivent faire face dans l'exercice de leurs fonctions officielles, étant entendu qu'il demanderait des justifications; cette procédure est mieux adaptée aux circonstances et devrait répondre au désir de tous les intéressés. Le Secrétaire général veillera, sans aucun doute, à ce que les justifications voulues soient présentées avant que les intéressés ne soient dédommagés, et il s'assurera ainsi que les fonds de l'Organisation sont judicieusement utilisés. La délégation du Guatemala appuie la proposition du Secrétaire général, qui demande l'ouverture d'un crédit global de 60.000 dollars pour les dédommagements à accorder aux hauts fonctionnaires.

27. En conséquence, la délégation du Guatemala se prononcera en faveur des propositions révisées du Secrétaire général.

28. M. CLOUGH (Royaume-Uni) déclare que, pour la délégation britannique, les nouvelles propositions du Secrétaire général sont bien préférables aux premières (A/2731). Les dispositions révisées établiraient clairement que l'intention du Secrétaire général est que les émoluments supplémentaires proposés pour les fonctionnaires de l'échelon supérieur ne viennent pas s'ajouter à leur revenu personnel, mais qu'ils soient accordés aux intéressés, à titre d'indemnité, pour couvrir des frais de représentation dépassant le montant de l'indemnité de base de 3.500 dollars net par an. C'est là un point très important pour l'opinion publique.

29. Dans son rapport (A/2781), le Comité consultatif a formulé plusieurs suggestions pour trouver un moyen terme entre ses recommandations initiales (A/2745) et celles du Secrétaire général. Tout d'abord, il a donné une interprétation plus libérale de sa première idée selon laquelle l'indemnité supplémentaire proposée ne serait versée que sur présentation de pièces justificatives, ce qui, dans l'esprit de la délégation du Royaume-Uni, signifiait que les fonctionnaires intéressés devraient produire des quittances détaillées, méthode qui aurait imposé un travail supplémentaire à l'Administration et aurait pu causer un certain embarras aux intéressés. Le Comité consultatif pense maintenant qu'il suffirait de justifier d'une manière appropriée les dépenses effectuées de façon que le Secrétaire général ait la conviction que les normes imposées ont été respectées et l'Assemblée générale l'assurance que les dépenses en question étaient raisonnables et conformes à l'intérêt de l'Organisation. Cette méthode serait à la fois convenable et pratique; qui plus est, elle donnerait aux intéressés la protection que tout chef de département doit avoir pour ne pas courir le risque d'être publiquement critiqué pour ses dépenses discrétionnaires.

30. La délégation du Royaume-Uni appuie sans réserve la suggestion du Comité consultatif selon laquelle le plafond des crédits affectés au versement de ces indemnités devrait être fixé annuellement dans le budget, et non pas faire l'objet d'une disposition spéciale dans le Statut du personnel révisé. En effet, le montant total des dépenses de représentation peut varier, et il ne serait certainement pas opportun d'envisager tous les ans un nouvel amendement au Statut du personnel. De plus, le Secrétaire général a précisé que l'indemnité supplémentaire ne constituerait pas un droit pour les intéressés; c'est là une autre raison de ne pas indiquer dans le Statut du personnel le montant des crédits prévus pour le versement de cette indemnité.

31. Les propositions revisées du Secrétaire général et celles du Comité consultatif diffèrent encore sur deux points. Le Secrétaire général propose de ne pas fixer de plafond à l'indemnité supplémentaire qui pourrait être accordée à un fonctionnaire de l'échelon supérieur, tandis que le Comité consultatif estime qu'il faudrait la limiter à 4.000 dollars. De ce fait, le Secrétaire général propose le chiffre de 60.000 dollars pour le montant total des crédits afférents au versement de ces indemnités, alors que le Comité consultatif propose le chiffre de 40.000 dollars. La délégation du Royaume-Uni estime qu'un principe important est en jeu. Il ne s'agit pas de chercher à économiser 20.000 dollars par an, mais de se demander — ce qui est beaucoup plus grave — si la réputation de l'Organisation des Nations Unies ne souffrirait pas au cas où les fonctionnaires de l'échelon supérieur mèneraient un train de vie trop élevé. Si le niveau de vie de ces fonctionnaires devait par trop dépasser celui des fonctionnaires de même rang dans les administrations des Etats Membres, la réputation de l'Organisation en souffrirait. Un plafond de 4.000 dollars par an et par intéressé pour l'indemnité supplémentaire qui pourrait s'ajouter à un traitement de base de 18.000 dollars et à l'indemnité de base de 3.500 dollars net offre une marge très suffisante pour couvrir tous les frais de représentation que l'on peut juger raisonnables dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies. La délégation du Royaume-Uni a été quelque peu intriguée par l'observation du Secrétaire général selon laquelle la fixation d'un plafond limiterait les possibilités de recrutement pour les postes de l'échelon supérieur. Etant donné qu'il est bien établi que l'indemnité supplémentaire ne doit pas être considérée comme un élément du revenu personnel des fonctionnaires intéressés mais qu'elle doit simplement servir à couvrir certaines dépenses que ces fonctionnaires sont obligés d'engager, la question de recrutement ne doit pas entrer en jeu, quels que soient les chiffres approuvés pour l'indemnité en cause. La délégation du Royaume-Uni espère qu'un nouvel examen de la question permettra au Secrétaire général d'accepter les recommandations du Comité consultatif que le Royaume-Uni appuie sans réserve.

32. Le Secrétaire général a fait observer que, si les émoluments des fonctionnaires de l'échelon supérieur de la Société des Nations étaient évalués au cours actuel, on obtiendrait des chiffres beaucoup plus élevés que ceux qu'il a proposés pour les fonctionnaires de l'échelon supérieur des Nations Unies. Cette comparaison repose sans doute sur l'hypothèse que les Etats qui étaient Membres de la Société des Nations ont augmenté les émoluments de leurs fonctionnaires de l'échelon supérieur de façon à leur assurer aujourd'hui le même pouvoir d'achat qu'avant la guerre. Cette hypothèse est toute gratuite. Pour sa part, le Gouvernement du Royaume-Uni a estimé, après la deuxième guerre mondiale, qu'il était juste d'augmenter légèrement les traitements d'avant-guerre des fonctionnaires de l'échelon supérieur, mais ces augmentations sont loin de donner aux intéressés le pouvoir d'achat de leurs émoluments d'avant-guerre. Toutefois, le Secrétaire général lui-même a déclaré qu'il n'attachait pas une importance particulière à cette comparaison avec la Société des Nations; il n'est donc pas nécessaire d'insister davantage sur ce point.

33. Enfin, M. Clough partage l'opinion du Comité consultatif en ce qui concerne les mesures transitoires. Afin de préciser la situation, la délégation du Royaume-Uni soumet à la Commission un projet de résolution

(A/C.5/L.293) qui reprend les recommandations formulées à l'annexe I du rapport du Comité consultatif (A/2781).

34. M. FULBRIGHT (Etats-Unis d'Amérique) s'associe aux observations que vient de formuler le représentant du Royaume-Uni. La délégation des Etats-Unis elle aussi cherche avant tout à préserver le bon renom de l'Organisation et à en assurer le fonctionnement efficace plutôt qu'à faire des économies à tout prix.

35. La délégation des Etats-Unis sait gré au Secrétaire général d'avoir présenté une proposition revisée pour donner satisfaction au Comité consultatif et à plusieurs délégations. Le fait que le Secrétaire général a renoncé aux indemnités supplémentaires qu'il envisageait d'accorder aux fonctionnaires du rang le plus élevé constitue un progrès certain. De plus, la délégation des Etats-Unis a entendu avec plaisir le Secrétaire général déclarer qu'il exigerait une justification avant de rembourser les frais de représentation, et surveillerait de très près toutes les dépenses engagées à ce titre. Aussi la délégation des Etats-Unis retire-t-elle sa proposition (A/C.5/L.292/Rev.1). Elle ne s'opposera pas non plus à la proposition du Secrétaire général tendant à fixer à 18.000 dollars le traitement brut des sous-secrétaires et des fonctionnaires de même rang, et à leur accorder une indemnité de représentation de 3.500 dollars net, pour laquelle les intéressés n'auront pas à fournir de pièces justificatives.

36. Restent à régler la question du montant global des crédits à mettre à la disposition du Secrétaire général pour les frais de représentation, celle du contrôle comptable et enfin celle du régime de transition à adopter le cas échéant.

37. Les Etats-Unis ont proposé à l'origine de porter de 20.000 à 40.000 dollars les crédits inscrits au chapitre 23 (Dépenses de représentation). Aux termes de la nouvelle proposition du Secrétaire général, cette somme devrait être portée à 80.000 dollars. Les délégations de l'Argentine, de l'Egypte et de la France ont recommandé 70.000 dollars et le Comité consultatif 60.000. Les crédits en question serviraient à dédommager entre 15 et 18 fonctionnaires. Même s'il y avait 18 bénéficiaires, la délégation des Etats-Unis ne verrait aucune raison de fixer le montant global à 60.000 dollars comme le Comité consultatif l'a proposé. Toutefois, elle suppose que ce comité a soigneusement examiné toutes les causes de dépenses, dans la mesure, bien entendu, où le nouveau plan d'organisation permet de les prévoir. Dans ces conditions, la délégation des Etats-Unis, toujours soucieuse d'aboutir à une solution de compromis, retirera sa propre proposition et acceptera la recommandation du Comité consultatif. A ce propos, elle voudrait demander au Secrétaire général d'exposer en détail les tâches qu'il envisage de confier aux fonctionnaires de l'échelon le plus élevé, dans le cadre du nouveau plan d'organisation.

38. La délégation des Etats-Unis n'est pas certaine qu'il faille imposer un plafond aux versements qui seront faits à chacun des intéressés. Si l'un de ces fonctionnaires pouvait valablement justifier de dépenses supérieures à 4.000 ou même à 6.000 dollars, le Secrétaire général devrait être en mesure d'autoriser de telles dépenses. En fait, ce plafond individuel n'aurait aucun sens en cas d'urgence, puisqu'il suffirait alors de retirer les tâches de représentation au fonctionnaire qui a déjà atteint son plafond et de la confier à un autre, qui ne l'a pas encore atteint. Pour toutes ces raisons, la délégation des Etats-Unis accepte la nouvelle

proposition du Secrétaire général à ce sujet. Les méthodes qu'on emploie pour contrôler les dépenses de représentation varient d'un gouvernement à l'autre; le Gouvernement des Etats-Unis ne tient nullement à imposer ses propres méthodes à l'Organisation des Nations Unies; il acceptera donc n'importe quelle forme de contrôle, pourvu qu'elle permette de faire un relevé des dépenses qui puisse être mis à la disposition des Etats Membres et d'assurer une vérification comptable. La délégation des Etats-Unis a dit que l'on pourrait appliquer la méthode de contrôle prévue pour les dépenses de représentation; cependant, on peut laisser au Secrétaire général lui-même le soin de trancher la question, avec l'avis des Commissaires aux comptes et du Comité consultatif. A ce propos, M. Fulbright fait observer que, dans la plupart des cas, les hauts fonctionnaires peuvent s'acquitter de leurs obligations de représentation dans le bâtiment du Secrétariat qui offre toutes les facilités nécessaires, solution élégante et économique pour l'Organisation des Nations Unies.

39. En terminant, le représentant des Etats-Unis invite le Secrétaire général et la Cinquième Commission à appuyer les recommandations du Comité consultatif. Sa délégation n'éprouve aucune hésitation à retirer ses propositions en faveur de celles du Comité consultatif. Elle est en effet convaincue que le Secrétaire général parviendra à élaborer, de concert avec le Comité et les Commissaires aux comptes, un système satisfaisant de contrôle et de comptabilisation de ces dépenses. En examinant chaque année le projet de budget du Secrétaire général, l'Assemblée générale aura toute latitude pour vérifier à la fois le montant des allocations de représentation et les mesures d'application.

40. M. ASIROGLU (Turquie) regrette que, malgré des discussions prolongées, le Secrétaire général et le Comité consultatif n'aient pu arriver à un accord plus complet sur la question des traitements et indemnités des hauts fonctionnaires du Secrétariat. Des deux côtés, cependant, de gros efforts ont été faits, et il faut espérer que l'on parviendra sous peu à un résultat plus satisfaisant.

41. La délégation turque n'a pu se rendre aux arguments invoqués par le Secrétaire général en faveur du nouveau barème des traitements et indemnités qu'il prévoit pour les fonctionnaires en question. Elle ne croit pas que, pour amener des personnes dûment qualifiées à entrer au service de l'Organisation des Nations Unies, il soit nécessaire de leur proposer des traitements élevés; les intéressés doivent se laisser guider par des considérations d'ordre moral plutôt que matériel. Elle est encore moins convaincue par l'argument tiré de l'augmentation du coût de la vie depuis 1946; si l'on retenait cet argument, il faudrait en effet augmenter les indemnités de cherté de vie des fonctionnaires subalternes plutôt que celles des fonctionnaires de l'échelon supérieur. Nombre de fonctionnaires ne reçoivent pas les traitements et indemnités que justifierait l'augmentation de 30 à 35 pour 100 qu'a subie le coût de la vie depuis 1946. Le Secrétaire général étudie certainement cette grave question et informera en temps opportun la Commission des mesures qu'il envisage pour remédier à la situation.

42. Bien que, dans sa nouvelle proposition, le Secrétaire général ait supprimé au paragraphe 1 de l'annexe I du Statut du personnel toute mention d'une indemnité supplémentaire, la délégation turque estime trop élevé le crédit global de 60.000 dollars qu'il demande, et,

comme le Comité consultatif, elle préconise un crédit global de 40.000 dollars et un plafond individuel de 4.000 dollars. La délégation turque pense d'autre part avec le Comité consultatif et la délégation des Etats-Unis qu'il conviendrait d'exiger des fonctionnaires recevant une indemnité supplémentaire qu'ils produisent des pièces justificatives. C'est une pratique courante dans les administrations nationales et qui ne porte en rien atteinte à la dignité des fonctionnaires intéressés.

43. En ce qui concerne les dispositions transitoires proposées par le Secrétaire général, la délégation turque est d'accord avec le Comité consultatif et votera par conséquent, sur ce point comme sur les autres, en faveur des recommandations du Comité consultatif (A/2781).

44. M. SAPRU (Inde) rappelle que la délégation indienne a appuyé la proposition des Etats-Unis (A/C.5/L.292/Rev.1); celle-ci ayant été retirée, la délégation indienne votera pour les recommandations du Comité consultatif.

45. Le désaccord entre le Secrétaire général et le Comité consultatif porte essentiellement sur une question de principe, celle de savoir si l'indemnité supplémentaire doit être considérée comme un droit et faire ainsi pratiquement partie du traitement des sous-secrétaires et fonctionnaires de même rang, ou comme un privilège à accorder seulement dans les cas où la nécessité en a été clairement reconnue, "pour les dépenses spéciales faites dans l'intérêt des Nations Unies" (A/C.5/583/Add.1). M. Sapru est heureux de constater que, sur ce point, le Secrétaire général s'est rallié à la thèse soutenue par le Comité consultatif et de nombreuses délégations. Il se félicite aussi de ce que le Secrétaire général a accepté l'idée que les versements auraient lieu sinon sur la base de pièces justificatives, du moins sur celle de "justifications". Cela étant, il serait illogique que le Statut du personnel prévoie une somme précise, car les besoins varieront d'une année à l'autre; sur ce point, M. Sapru approuve sans réserve les observations faites par le représentant du Royaume-Uni.

46. En ce qui concerne le montant du crédit global à ouvrir pour ces indemnités supplémentaires, le représentant de l'Inde estime beaucoup trop élevé le chiffre de 60.000 dollars proposé par le Secrétaire général. La délégation de l'Inde était en faveur de la recommandation primitive du Comité consultatif, qui envisageait un total de 35.000 dollars et trouve un peu trop généreuse sa proposition révisée de 40.000 dollars, mais elle est prête, pour faciliter un compromis, à appuyer cette dernière recommandation.

47. M. Sapru n'est pas très sûr que la Commission doive fixer un plafond individuel à l'indemnité supplémentaire payable à un fonctionnaire; peut-être serait-il bon de le faire pour décourager toute extravagance, contre laquelle se révolte la conscience de l'époque, ce à quoi, en tant que représentant d'un pays qui souffre de la misère, il est particulièrement sensible. La délégation indienne estime que le maximum de 6.000 dollars proposé par le Secrétaire général est excessif — une somme de 500 dollars par mois paraît fort élevée pour des frais de représentation — mais elle est prête à appuyer la recommandation du Comité consultatif qui prévoit un plafond individuel de 4.000 dollars par an.

48. Quant aux mesures transitoires envisagées, M. Sapru n'estime pas que l'Organisation ait des obligations juridiques ou morales quelconques à l'égard de personnes dont le contrat prend fin le 31 décembre 1954,

et il ne voit pas pour quelle raison les nouvelles conditions n'entreraient pas immédiatement en vigueur; il appuiera donc les recommandations faites à cet égard par le Comité consultatif.

49. M. CHAPMAN (Nouvelle-Zélande) affirme une fois encore que, de l'avis de la délégation néo-zélandaise, les indemnités de représentation ne doivent pas être considérées comme un complément de traitement et qu'il n'y a pas lieu de tenir compte du coût de la vie pour fixer le chiffre de ces indemnités. D'une manière générale, la délégation néo-zélandaise approuve les propositions du Comité consultatif, mais, devant les nouvelles explications fournies par le Secrétaire général, elle estime qu'il est possible de rapprocher les deux thèses. Comme le Secrétaire général a fait état de la transition difficile dans laquelle va s'engager l'Organisation et du fait que, selon toute probabilité, les fonctions et les tâches varieront pendant longtemps encore jusqu'à ce que l'on arrive à les répartir de façon parfaite, la délégation néo-zélandaise propose d'apporter les modifications ci-après aux projets d'amendements au Statut du personnel.

50. Le paragraphe 1 de l'annexe I pourrait être adopté sous la forme proposée par le Secrétaire général (A/C.5/583/Add.1); on pourrait faire suivre ce paragraphe d'une disposition autorisant le Secrétaire général à accorder, dans des cas spéciaux, aux sous-secrétaires et aux fonctionnaires de même rang du Siège, sur la base des justifications qu'il estime appropriées, une indemnité de représentation spéciale annuelle de 4.000 dollars au maximum pour les dédommager des dépenses spéciales qu'ils font dans l'intérêt de l'Organisation lorsqu'ils s'acquittent de tâches qui leur sont confiées par le Secrétaire général. Le total des sommes versées à ce titre à tous les intéressés ne pourrait dépasser 40.000 dollars. Le Secrétaire général pourrait d'autre part être autorisé à verser, s'il le juge bon, une indemnité supplémentaire de 2.000 dollars au maximum par fonctionnaire et de 20.000 dollars au maximum pour l'ensemble des intéressés. Les pouvoirs nécessaires pourraient être conférés au Secrétaire général pour une période de deux ans à compter du 1er janvier 1955; la situation serait ainsi résolue pour la période transitoire, et l'autorisation donnée au Secrétaire général expirerait au bout de deux ans.

51. M. Chapman ne présente pas de proposition formelle, mais il fait cette suggestion dans l'espoir qu'elle aidera la Commission à résoudre le problème et à trouver un arrangement que le Secrétaire général et le Comité consultatif pourront accepter.

52. M. CUTTS (Australie) estime que, tout au long des débats sur les traitements et indemnités des sous-secrétaires et fonctionnaires de même rang, le Comité consultatif et le Secrétaire général ont fait preuve d'un grand esprit de compromis; cependant, si des progrès ont été faits, les divergences de vues n'en persistent pas moins. Il semble que l'on ait épuisé tous les moyens de concilier des thèses opposées; ce serait une erreur que de pousser le Secrétaire général et le Comité consultatif à rechercher malgré eux un nouveau compromis. C'est à la Commission qu'il appartient de prendre une décision et de la prendre sans délai. C'est pourquoi, tout en reconnaissant les avantages incontestables de la proposition que vient de formuler le représentant de la Nouvelle-Zélande, M. Cutts craint que cette proposition ne vienne pas à son heure et ne risque d'entraîner la Commission dans de nouvelles complications.

53. Bien qu'elle ait jugé plutôt généreuses les recommandations initiales du Comité consultatif, la délégation australienne s'est prononcée en leur faveur; les recommandations révisées lui paraissent, bien entendu, plus généreuses encore; elle est néanmoins disposée à admettre que ces propositions constituent un compromis raisonnable. En conséquence, la délégation australienne et la délégation du Royaume-Uni ont élaboré un projet de résolution (A/C.5/L.293) qui reprend la proposition faite par le Comité consultatif (A/2781) dans l'espoir qu'il permettra à la Commission de se prononcer rapidement.

54. M. HAMBRO (Norvège) demande au Secrétaire général si, comme il le croit, le crédit de 20.000 dollars prévu au budget pour les dépenses de représentation doit être utilisé à des fins déterminées, la réception donnée par le Président de l'Assemblée générale par exemple, ou si, comme le représentant des Etats-Unis semble le penser, ce crédit est destiné à être réparti sous forme d'indemnités. Si le point de vue de M. Hambro est exact, on a tort de vouloir ajouter ce crédit à la somme que l'on envisage de consacrer aux indemnités de représentation des sous-secrétaires et fonctionnaires de même rang. Selon M. Hambro, c'est une erreur de supposer, comme l'a fait le représentant de l'Inde, que cette indemnité sera versée par tranches mensuelles; il espère que le Secrétaire général donnera à la Commission des renseignements sur ce point.

55. M. Hambro est entièrement de l'avis du représentant du Royaume-Uni et estime comme lui qu'il ne saurait être question d'augmenter les traitements de manière à maintenir leur pouvoir d'achat au niveau de 1946: aucun gouvernement n'a été en mesure de le faire pour ses propres fonctionnaires. Il convient au contraire d'accorder toute l'importance voulue à la politique de recrutement et à l'autorité à qui incombe la responsabilité du recrutement. De l'avis de la délégation norvégienne, cette responsabilité incombe, non pas à la Cinquième Commission, mais au Secrétaire général. Le Secrétaire général a prouvé qu'il était capable de réaliser des économies et qu'il entendait stabiliser l'Organisation et son budget. C'est pourquoi, étant donné que le Secrétaire général déclare qu'il ne peut assumer la responsabilité d'un recrutement convenable si les crédits ouverts sont inférieurs à ses prévisions, la délégation norvégienne ne voit aucune raison de ne pas accepter les prévisions qu'il a établies; elle estime que la Cinquième Commission devrait donner au Secrétaire général une preuve de la confiance qu'elle place en lui en adoptant les propositions qu'il a formulées.

56. La délégation norvégienne n'a pas pris fermement position à l'égard du plafond de 60.000 dollars et des modifications correspondantes à apporter au Statut du personnel; mais elle reconnaît la force des arguments du Secrétaire général et elle est disposée à appuyer les propositions du Secrétaire général si celui-ci les maintient.

57. Le SECRETAIRE GENERAL confirme au représentant de la Norvège que le crédit de 20.000 dollars prévu pour les dépenses de représentation est surtout utilisé à des fins telles que la réception donnée par le Président de l'Assemblée générale et ne peut être utilisé par les fonctionnaires qui reçoivent une indemnité de représentation.

58. En ce qui concerne le versement de l'indemnité supplémentaire, le Secrétaire général n'a pas d'opinion

arrêtée sur la méthode qui serait la meilleure; il serait sans doute plus commode, après accord avec les fonctionnaires intéressés, de régler les comptes, non pas tous les mois, mais tous les trois mois ou tous les six mois, étant entendu que ces fonctionnaires fourniraient périodiquement au Secrétaire général des données sur leurs dépenses. De toute façon, il ne devrait pas s'écouler un long intervalle entre le moment où se place la mission de représentation et celui où le dédommagement est versé; le Secrétaire général exprime l'espoir que l'on pourra mettre au point un système satisfaisant.

59. Le Secrétaire général a été prié de préciser le lien entre l'octroi d'indemnités supplémentaires et la politique de recrutement. Il peut seulement dire que cette question se situe exclusivement sur le plan humain; le recrutement pose sans cesse les mêmes problèmes, et le Secrétaire général s'estime quant à lui tenu de garantir à tout candidat qu'il souhaiterait nommer à l'un des principaux postes du Secrétariat que, quelles que soient ses charges de famille ou ses autres obligations, l'intéressé ne risquera pas de subir un préjudice pécuniaire. La différence entre la somme de 4.000 dollars et celle de 6.000 dollars est la différence entre le montant que la Commission estime sans doute correspondre à une garantie suffisante et le montant que la personne en question peut fort bien être obligée de se voir garantir. Le Secrétaire général a proposé un crédit global de 60.000 dollars parce que cette somme lui laisserait une latitude convenable; cela ne signifie nullement qu'il dépenserait intégralement les fonds, mais il estime indispensable d'avoir, surtout pendant la période de transition, une certaine liberté d'action dans le domaine financier.

60. M. CAFIERO (Argentine) rappelle qu'à la 446ème séance de la Commission, la délégation de l'Argentine a proposé que le crédit global destiné à couvrir les versements supplémentaires ne dépasse pas 50.000 dollars.

61. Selon M. GANEM (France), il ressort clairement des débats que la plupart des délégations appuient les amendements que le Comité consultatif a proposé d'apporter à l'annexe I, paragraphes 1 et 2, du Statut du personnel; toutefois, il semble que le Secrétaire général ait exprimé des réserves en ce qui concerne la dernière phrase du paragraphe 2.

62. Après avoir relu la proposition révisée du Secrétaire général (A/C.5/583/Add.1) il est enclin à penser que le Secrétaire général est peut-être disposé à accepter, comme l'ont proposé les délégations de la France et de l'Argentine à la 446ème séance de la Commission, que le crédit destiné aux versements supplémentaires soit fixé à 50.000 dollars.

63. M. Ganem estime, avec le représentant de la Norvège, que la responsabilité du recrutement des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation incombe au Secrétaire général et qu'il convient, en conséquence, de lui laisser la plus grande latitude à cet égard. En proposant pour les versements supplémentaires un maximum strict de 50.000 dollars, la délégation française n'entend aucunement limiter la liberté d'action du Secrétaire général; son seul désir est de lui venir en aide, au cas où des hauts fonctionnaires formuleraient des exigences excessives au sujet des versements supplémentaires.

64. La délégation française votera en faveur de la proposition présentée par l'Australie et le Royaume-Uni (A/C.5/L.293), texte qui reprend les amende-

ments que le Comité consultatif a recommandé d'apporter à l'annexe I, paragraphes 1 et 2, du Statut du personnel.

65. En réponse à M. GANEM (France) ainsi qu'à une question de M. SAPRU (Inde), le SECRETAIRE GENERAL confirme qu'il accepte la dernière phrase de l'amendement du Comité consultatif au paragraphe 2 de l'annexe I du Statut du personnel, étant entendu que la Cinquième Commission n'a pas l'intention de reprendre chaque année l'examen de la question des indemnités; il doit en effet pouvoir élaborer sa politique de recrutement avec le sentiment que les fonds dont il dispose sont relativement stables. Cette condition n'implique naturellement aucune obligation morale ou matérielle pour les sessions futures de l'Assemblée générale.

66. M. FULBRIGHT (Etats-Unis d'Amérique) est d'avis que la question des indemnités ne sera pas examinée de nouveau aux prochaines sessions de l'Assemblée générale si le Secrétaire présente des justifications satisfaisantes pour ces dépenses.

67. En réponse à des questions de M. LIVERAN (Israël) et du PRESIDENT, le SECRETAIRE GENERAL déclare que, si la Cinquième Commission accepte les mesures transitoires qu'il a proposées, il devra disposer de 60.000 dollars pour couvrir le montant global des versements supplémentaires aux fonctionnaires du rang le plus élevé. Si toutefois la Commission décide, comme le recommande le Comité consultatif, d'écarter les mesures transitoires, une somme de 50.000 dollars suffira pour faire face au montant total des versements supplémentaires. Il maintient sa proposition concernant les indemnités individuelles.

68. M. CUTTS (Australie) déclare qu'à son avis le paragraphe 5, b, du treizième rapport du Comité consultatif (A/2781) contient une suggestion et non une recommandation.

69. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) confirme l'interprétation que le représentant de l'Australie a donnée du paragraphe 5, b, du treizième rapport du Comité consultatif; il souligne que ce paragraphe a été rédigé avec soin, afin d'éviter les difficultés d'ordre psychologique qui pourraient se présenter si un fonctionnaire recevait une indemnité plus élevée qu'un autre.

70. M. FULBRIGHT (Etats-Unis d'Amérique) rappelle avoir fait observer, au cours d'une précédente intervention (445ème séance), qu'un crédit de 20.000 dollars a été demandé au chapitre 23 des prévisions budgétaires pour 1955, en vue de rembourser aux fonctionnaires du Secrétariat les dépenses de représentation qu'ils doivent faire dans l'exercice de leurs fonctions, et de couvrir les autres dépenses de représentation approuvées à l'avance par le Secrétaire général. Il a nettement indiqué à ce moment que, sur cette somme totale de 20.000 dollars, environ 10.000 dollars sont affectés chaque année à la réception que donne le Président à l'ouverture de la session de l'Assemblée générale. L'utilisation de ce fonds est laissée à la discrétion du Secrétaire général.

71. Le SECRETAIRE GENERAL répond que la somme dépensée pour la réception annuelle que donne le Président de l'Assemblée générale est bien inférieure

à 10.000 dollars. Des invitations à cette réception sont envoyées, non seulement aux membres des délégations, mais aussi à des personnalités locales, ainsi qu'à certains membres du Secrétariat. Une partie des crédits afférents aux frais de représentation est dépensée à l'occasion de la Journée des Nations Unies, qui est célébrée, non seulement au Siège, mais aussi dans tous les centres d'information.

72. Après un bref échange de vues sur une question de procédure auquel prennent part M. FRIIS (Danemark), M. FULBRIGHT (Etats-Unis d'Amérique), M. JIMENEZ (Philippines), M. KIANG (Chine) et M. CLOUGH (Royaume-Uni), le PRESIDENT met aux voix séparément les paragraphes 1 et 2 de la proposition de l'Australie et du Royaume-Uni (A/C.5/L.293).

A l'unanimité, le paragraphe 1 est adopté.

A l'unanimité, le paragraphe 2 est adopté.

73. Après un autre bref échange de vues, le PRESIDENT met aux voix la recommandation que le Comité consultatif a formulée dans son neuvième rapport (A/2765) et selon laquelle il ne convient pas d'approuver les mesures transitoires énoncées aux paragraphes 5 et 6 du mémoire du Secrétaire général (A/C.5/583).

Par 35 voix contre 15, la recommandation du Comité consultatif est adoptée.

74. Le PRESIDENT met aux voix la proposition formulée par les représentants de l'Argentine et de la France à la 446ème séance et selon laquelle la Commission recommanderait l'ouverture d'un crédit global de 50.000 dollars pour couvrir les versements supplémentaires aux fonctionnaires de l'échelon le plus élevé.

Par 31 voix contre 15, avec 2 abstentions, la proposition des représentants de l'Argentine et de la France est adoptée.

La séance est levée à 18 h. 10.